

Service Marchés publics
**DECISION MUNICIPALE N°2023/ 543**

Le Maire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles L. 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique,  
**Vu** la délibération n°2020/32 du 25 mai 2020, par laquelle le Conseil municipal a donné délégation au Maire, en application des dispositions des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour la durée du mandat,

**Considérant** que le Conseil municipal n'a pas mis fin à la délégation prévue par la délibération n°2020/32 du 25 mai 2020,

**Considérant** la décision municipale n°2022/143 du 31 mars 2022 attribuant le marché relatif aux travaux de reprise des concessions funéraires en état d'abandon de la Commune d'Ermont,

**Considérant** la nécessité de l'ajout d'un poste au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du marché,

Sur proposition de la Directrice Générale des Services,

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : De conclure l'avenant n°1 au marché 95120 21 073 avec la société **SANTILLY SERVICE FUNERAIRE**, qui a pour objet l'ajout au BPU d'un nouveau poste,

L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le marché.

**Article 2** : De transmettre à Monsieur le Sous-Préfet d'Argenteuil la présente décision, publiée sur le site internet de la Commune.

**Article 3** : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Il est possible de saisir le Tribunal administratif par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Il est également possible de saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Fait à Ermont, le 28/11/23



Xavier HAQUIN

Maire d'Ermont

Conseiller Départemental du Val d'Oise

Exécutoire en vertu de l'article R. 2131-1 du CGCT  
 Publié le 29/11/23